

Kristina Calhoun

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

La méthode la plus efficace pour assurer la reprise économique et stimuler la croissance en ce sens consiste à relocaliser l'économie. De nouvelles approches novatrices sont nécessaires, tout comme des emplois pour tous les niveaux de compétence; en outre, la sécurité énergétique à l'échelle locale garantit la stabilité des économies. Il est temps que le gouvernement fédéral établisse la valeur réelle des fonds à sa disposition à long terme avant de réaliser des investissements. Plus particulièrement, un objectif d'élimination complète des déchets pourrait être fixé (je dis bien un « objectif »). Il serait possible de créer des emplois pour des milliers de Canadiens dans toutes les régions et à tous les niveaux de compétence dans les domaines de la collecte, du tri, du recyclage et de la transformation des déchets, et même de la recherche sur la valorisation des déchets. Les coûts de démarrage d'un tel système seraient relativement faibles, sauf en ce qui touche la rémunération du personnel. Souvent, les déchets constituent une responsabilité provinciale ou municipale, mais le gouvernement fédéral pourrait redorer considérablement son image en déclarant qu'il vise l'élimination complète des déchets et en investissant quelques dollars ici et là afin d'encourager d'autres ordres de gouvernement à se mettre de la partie. Cela générerait une publicité favorable et de bons emplois, en plus d'être bénéfique pour la santé des Canadiens. Sans parler du fait que cela s'inscrit bien dans le cadre des critères de financement du Fonds Chantiers Canada. Si l'on encourageait les régions à produire elles-mêmes plus d'énergie pour répondre à leurs besoins en ce sens, cela pourrait favoriser la croissance économique de nombre d'entre elles. Une telle mesure encouragerait l'utilisation de sources d'énergie de remplacement, ce qui se révélerait bénéfique pour l'industrie manufacturière au Canada. De plus, d'innombrables emplois seraient créés dans toutes les collectivités canadiennes.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Une campagne de sensibilisation est nécessaire pour faire savoir aux Canadiens que de bons emplois sont un privilège qu'il faut mériter. Les étudiants et autres gens ne devraient pas avoir honte d'accepter un emploi, quel qu'il soit, car s'ils refusent d'exercer certains rôles, des travailleurs étrangers sont embauchés à leur place et des perspectives d'emploi sont perdues. Comme je l'ai mentionné précédemment, un remaniement complet de notre système actuel de gestion des déchets pour le transformer en un système de valorisation des déchets et, plus particulièrement, l'établissement de l'objectif d'élimination complète des déchets, générerait des occasions formidables pour des milliers de Canadiens, qui pourraient ainsi exercer un emploi enrichissant. De même, il faudrait relocaliser la production d'énergie en vue de la consommation à l'échelle locale. L'établissement d'une industrie de production alimentaire au Canada favoriserait également la création de nombreux emplois enrichissants.

pour les Canadiens. Il s'agirait de modifier complètement l'échelle de l'agriculture industrielle actuelle pour permettre aux collectivités locales d'en assumer la responsabilité, grâce à des stratégies de sécurité alimentaire communautaires. Il serait possible d'embaucher des gens chargés de planter, de récolter, de préserver, d'effectuer des recherches et même d'enseigner. Un financement supplémentaire versé dans le cadre de l'initiative Cultivons l'avenir pourrait probablement permettre l'atteinte de ces objectifs.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Mettre en place des incitatifs pour les programmes de métiers. Si l'on octroyait des subventions fédérales aux collèges communautaires offrant des programmes de métiers particuliers, un plus grand nombre d'étudiants s'inscriraient aux cours si ces derniers étaient moins coûteux qu'ailleurs. Réduire le coût de certains programmes de spécialisation ou en améliorer l'accessibilité constitue une excellente solution pour doter les postes vacants. Les gens veulent choisir le cheminement le plus facile et le plus abordable; il faudrait donc faciliter le processus d'obtention des diplômes, notamment en gériatrie, et veiller à ce que le tout soit abordable. Un programme incitant les aînés à emménager chez des membres de leur famille plutôt que dans un centre pour personnes âgées serait probablement beaucoup moins coûteux à long terme que le système actuellement en place. Un incitatif fédéral pour accroître la prestation de soins à domicile et de soins préventifs permettrait également d'économiser des millions de dollars sur le plan des coûts des soins de santé, de créer des emplois et de réduire les périodes d'attente dans les hôpitaux.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Un changement complet des processus de réflexion actuels s'impose. Une économie viable est une économie plus lente axée sur l'avenir. Il ne faut pas épuiser toutes les ressources maintenant et le plus rapidement possible. En ralentissant le rythme, les mines peuvent être exploitées plus longtemps et les fabricants peuvent se procurer des ressources plus régulièrement et lentement. Les producteurs disposent d'un plus grand nombre d'outils pendant de plus longues périodes, et les salaires demeurent plus constants et n'augmentent pas à un taux obligeant la plupart des industries à s'endetter ou à recruter du personnel à l'étranger. Tout se déroule lentement, avec régularité et de façon sécuritaire. Il faut mettre davantage l'accent sur la création d'emplois à long terme, « des emplois pour les générations à venir », plutôt que sur la réalisation rapide de profits! De même, mettre davantage l'accent sur la main-d'œuvre; plutôt qu'employer d'énormes machines coûteuses pouvant retourner un demi-hectare de terre par jour, il faut embaucher des gens pour le faire. Ces personnes auront ainsi un emploi pendant des années. Les Canadiens ne s'en porteront que mieux, car ils seront plus en forme et plus en santé. Plus particulièrement, le gouvernement fédéral pourrait établir un objectif pour garantir aux Canadiens que tout ce dont ils ont besoin se trouve, se fabrique, se produit et se cultive ici même au pays. Une initiative d'une telle ampleur générerait des dizaines de milliers d'emplois, car il faudrait d'abord définir nos besoins, puis établir un plan pour satisfaire ces besoins et créer l'infrastructure nécessaire pour mener le tout à bien. Il s'agirait d'une formidable stratégie de création d'emplois qui garantirait également la sécurité même du Canada en tant que pays entièrement autosuffisant.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Je crois qu'un secteur en entier du Canada est laissé pour compte. Dans notre quête de richesse et de confort, nous ne tenons absolument aucun compte des personnes dans le besoin qui nous entourent. Certains peuvent hausser les épaules et penser qu'il s'agit de « leur » problème, mais ce n'est pas le cas. Nous sommes tous concernés par ce problème lorsque des malfaiteurs armés se déchaînent, ouvrant le feu de façon insensée sur des dizaines de personnes innocentes, lorsque de multiples gangs se forment pour tenter d'instaurer un certain sentiment d'appartenance, et lorsque le vol, le vandalisme, les occupations et les manifestations sont monnaie courante. Visiblement, il est temps de se rendre à l'évidence que nous devons faire quelque chose pour atténuer la disparité à l'origine de ces problèmes. Les Canadiens ont besoin de se sentir en sécurité et prêts à maintenir des relations de bon voisinage afin de pouvoir, entre autres choses, dépenser et travailler de façon productive. Les membres des Premières Nations sont traités terriblement mal et il faut rectifier la situation. Je crois que les difficultés rencontrées par bon nombre de nos citoyens, membres des Premières Nations ou autres, pourraient être allégées par la création de services de consultation gratuits. Si l'on offrait de tels services gratuitement, cela permettrait aux gens de recevoir les conseils et l'orientation dont ils ont besoin afin d'améliorer leur situation personnelle. Je crois aussi que si nous appliquions un taux d'imposition beaucoup plus élevé pour les gens riches, nous disposerions des fonds nécessaires pour payer les services dont ont besoin les gens pauvres.